

physicien nucléaire tchèque, qui ne travaillait plus officiellement dans l'industrie nucléaire depuis plusieurs années. En 1994, un échantillon d'uranium d'enrichissement semblable avait été saisi en Bavière et, le 22 mars 1995, deux hommes, dont un officier de police, ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur la saisie de décembre.

Depuis ces arrestations publiques, le nombre de saisies a diminué, du moins en Allemagne. Les trafiquants semblent passer plutôt en Italie, via la Suisse et l'Autriche. D'autres, sans doute plus nombreux, prennent les routes du Sud, via les républiques d'Asie centrale et la mer Noire. Ainsi les contrebandiers nucléaires semblent-ils reprendre, en sens inverse, les mêmes itinéraires

que ceux que le KGB empruntait pour introduire des produits occidentaux en Union soviétique. Dans ces régions, les contrôles douaniers sont beaucoup moins rigoureux qu'en Europe occidentale, et les clients potentiels sont plus proches.

Un trafic bien organisé

Certaines des saisies effectuées en Allemagne et en Turquie montrent que des États tels que l'Iran tentent d'acquiescer des matériaux nucléaires de haute qualité par leurs propres réseaux. La Libye et l'Irak possèdent déjà de tels réseaux pour importer, via des sociétés écrans, des produits et des matériels destinés à la mise au point d'armes chimiques.

En outre, comme le démontre l'affaire Jaekle, les trafiquants ne sont pas tous des amateurs maladroits. Bien qu'une mafia nucléaire organisée n'existe pas, d'anciens espions de l'Union soviétique auraient un rôle prédominant dans les réseaux professionnels. Ils ont apparemment été rejoints par des hommes d'affaires se livrant au commerce des armes, dont les activités s'étendent continuellement du légal à l'illégal.

Les profits potentiels de ce trafic attirent aussi des groupes criminels organisés. Des bandes turques, qui ont fait leurs... armes dans l'exportation clandestine d'antiquités, auraient



2. CE LINGOT D'URANIUM APPAUVRI, qui tient dans la main, pèse environ sept kilogrammes. La même quantité d'uranium enrichi suffirait pour fabriquer une bombe capable de détruire une petite ville.

étendu leurs activités au commerce de l'uranium, qui est pour eux une marchandise comme une autre. En Italie, le magistrat Romano Dolce, qui enquêtait sur le trafic nucléaire, a été arrêté pour sa participation aux délits qu'il poursuivait. Aurait-il orienté l'enquête vers des aspects mineurs du trafic afin de la détourner d'autres transactions plus importantes? Enfin on se préoccupe des organisations criminelles russes : la contrebande nucléaire n'est pas leur priorité, parce qu'elles ont d'autres activités à la fois plus lucratives à court terme et moins risquées, mais des indices de plus en plus solides montrent que certaines s'orientent vers le commerce de matières radioactives.

Bien que l'on attaque sérieusement le problème à la source, la réaction de la communauté internationale est lente. L'Agence russe pour la sûreté nucléaire emploie 1 200 personnes, mais son autorité sur l'ancienne bureaucratie nucléaire, civile et militaire, est incertaine. De surcroît, même si cette autorité s'affermirait, l'amélioration de la surveillance prendra des années, pendant lesquelles les trafiquants ne resteront pas les bras croisés. La recherche de renseignements et la rigoureuse application des lois seraient des priorités pour les cinq prochaines années. Malheureusement, les agences internationales dotées d'une compétence nucléaire ne collaborent pas efficace-

ment avec celles chargées d'enrayer le commerce illégal. Le Département de prévention du crime et de justice criminelle de l'ONU et l'Agence internationale de l'énergie atomique sont situés tous deux à Vienne, mais le mandat de cette dernière ne lui permet pas d'enquêter. Les contacts entre les deux agences restent donc épisodiques.

À Washington, les premières mesures contre la contrebande nucléaire ont été insuffisantes et mal coordonnées. Depuis 1994, le FBI a pris la direction de la lutte et travaille étroitement avec l'Agence nucléaire militaire et avec l'Agence de renseignements de la Défense, mais les États-Unis n'ont pas encore de politique globale en la matière.

Nous invitons les Nations à prendre très rapidement des mesures internationales pour empêcher les vols, démanteler le trafic et décourager les acheteurs. Les États-Unis, la France, l'Allemagne, la Russie et d'autres États préoccupés par le problème nucléaire devraient fonder une «brigade volante», investie d'un pouvoir d'enquête, capable de mener des actions contre-terroristes et de contre-extorsion, et constituer une équipe de gestion des catastrophes. Cette proposition est proportionnée à la menace : n'attendons pas une catastrophe nucléaire pour prendre des mesures draconiennes.

Phil WILLIAMS dirige le Centre Ridgway d'études sur la sécurité internationale de l'Université de Pittsburgh. Paul WOESSNER est chercheur dans ce centre.

Oleg BUKHARIN et William POTTER, «Potatoes Were Guarded Better», in *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 51, n° 3, pp. 46-50, mai-juin 1995.

Paul N. WOESSNER, *Chronology of Nuclear Smuggling Incidents: July 1994-June 1995*, in *Transnational Organized Crime*, vol. 1, n° 2, pp. 288-329, été 1995.

Phil WILLIAMS et Paul N. WOESSNER, *Nuclear Material Trafficking: An Interim Assessment*, in *Transnational Organized Crime*, vol. 1, n° 2, pp. 206-238, été 1995.

Le coût du désarmement

MARCO CATTANEO

La destruction des armes fabriquées au cours de la guerre froide coûtera beaucoup plus cher que leur fabrication.

L'économie mondiale est une économie de guerre. La preuve ? La Bourse de New York a flambé en 1990, lorsque George Bush a annoncé que les États-Unis entraient en guerre contre l'Irak.

Quelques chiffres confirment cette triste réalité. La guerre du Golfe aurait coûté plus de 4 000 milliards de francs aux pays arabes. En 1993, les conflits qui ont fait au moins 1 000 victimes ont été au nombre de 34. Chaque mois, les 100 millions de mines antipersonnel disséminées à travers le monde tuent ou blessent au moins 800 personnes (un million au total, lors des 20 dernières années, dont 80 pour cent de civils). Dans des pays à hauts risques, tels l'Angola, l'Irak, le Koweït, le Cambodge et l'Afghanistan, le sol contient une mine pour trois à cinq habitants.

La paix coûte d'autant plus cher que les dépenses militaires ont été importantes. La destruction de toutes les mines antipersonnel éparpillées sur la planète coûterait entre 1 000 et 2 000 milliards de francs : la destruction d'une mine que l'on peut acheter 15 francs en Chine coûte 10 000 francs. Le traité START II stipule que les États-Unis et la Russie devront démanteler, avant 2003, près de 20 000 têtes nucléaires stratégiques, mais le coût serait de 50 000 à 120 000 francs par tête, soit un coût total de 1 à 2,5 milliards de francs, sans tenir compte de l'élimination des matériaux fissiles.

Selon Michael Renner, de l'Institut Worldwatch, les gouvernements du monde entier consacrent aux dépenses militaires entre 150 et 250 francs pour chaque franc investi dans la paix, les opérations de démilitarisation et la prévention des conflits. Les pays occidentaux qualifient souvent d'exorbitantes les dépenses de l'Organisation des Nations unies pour des opérations de pacification, mais beaucoup d'entre eux exportent des armes et tirent des bénéfices du soutien militaire aux pays en

développement. Lorsque le gouvernement de Bill Clinton, en juin 1994, a proposé au Congrès américain d'allouer 1,5 milliard de francs (soit 0,1 pour cent du budget de la Défense) à des opérations de paix, le projet a été rejeté.

L'ONU fait la quête

L'insuffisance du budget de l'ONU pénalise souvent ses opérations de paix. Dans la majorité des cas, les financements proviennent d'initiatives temporaires et exceptionnelles : alors que les dépenses annuelles du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ont été multipliées par 100 depuis les années 1970, dépassant cinq milliards de francs en 1993, alors que les fonds américains d'assistance aux réfugiés ont pratiquement doublé et que l'aide humanitaire versée par l'Union Européenne a plus que triplé, au cours des neuf premiers mois de 1993, l'ONU a dû lancer 17 appels de fonds pour rassembler 20 milliards de francs destinés à assister plus de 20

millions de réfugiés d'une vingtaine de pays.

La lenteur des décisions internationales aggrave cette désorganisation financière et entraîne souvent un retard aussi coupable que retentissant dans les interventions de l'ONU. Ce fut le cas au Rwanda : au début du mois d'avril 1994, lorsque la guerre civile a éclaté dans ce pays, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de réduire les forces de paix présentes dans le pays. À la fin du mois d'avril, le secrétaire général, Boutros Boutros Ghali, a proposé de renforcer le contingent en le portant à 5 500 hommes, pour un coût prévu de 580 millions de francs pour six mois. L'opposition des États-Unis a retardé cette intervention, de sorte qu'au mois de juillet, alors que le conflit avait déjà fait plus de 500 000 victimes et provoqué le regroupement d'un grand nombre de réfugiés dans des camps, au Zaïre, le coût de l'opération était estimé à plus de 2,5 milliards de francs. À la fin de ce même mois de juillet, B. Clinton



1. L'HEURE EST À LA DÉTENTE entre les grandes puissances nucléaires : elles réduisent leurs stocks d'armes. Toutefois, la destruction des armes, ici des missiles russes SS-23, coûte plus cher que leur fabrication.